

Les paradoxes de la ghettoïsation en Inde : le cas de Juhapura

Christophe Jaffrelot, Sharik Laliwala

▶ **To cite this version:**

Christophe Jaffrelot, Sharik Laliwala. Les paradoxes de la ghettoïsation en Inde : le cas de Juhapura. Critique : revue générale des publications françaises et étrangères, 2020, 1-2 (872-873), pp.48-63. 10.3917/criti.872.0048 . hal-02951319

HAL Id: hal-02951319

https://sciencespo.hal.science/hal-02951319

Submitted on 28 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Les paradoxes de la ghettoïsation en Inde : le cas de Juhapura

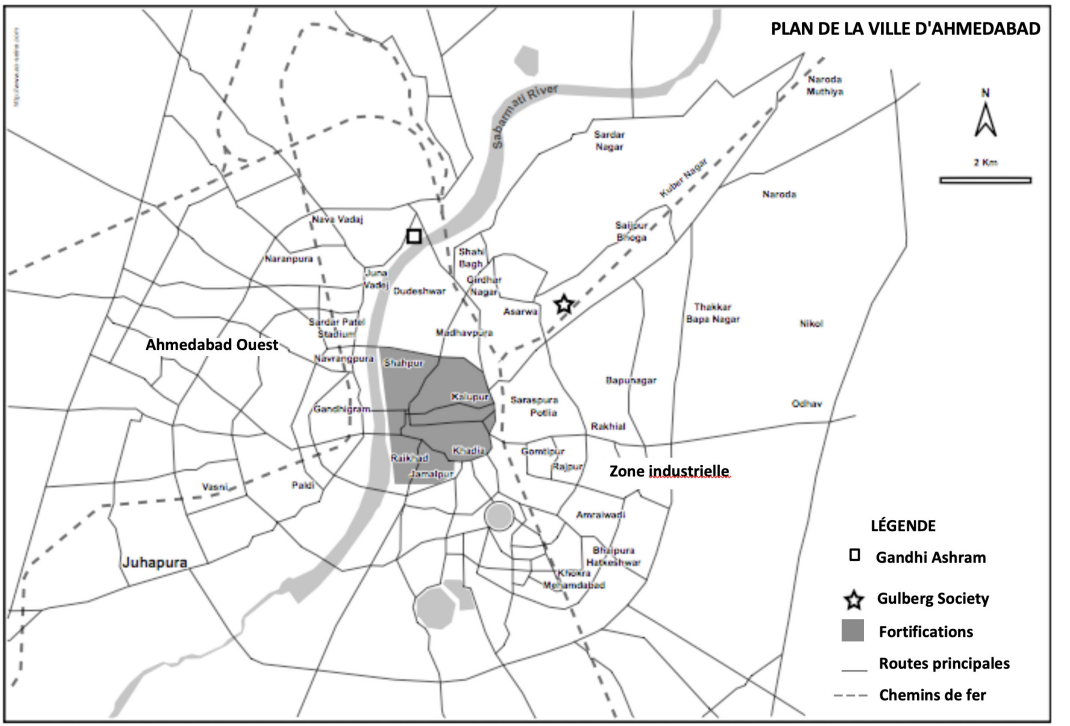


Ahmedabad (capitale économique de l'État du Gujarat), qui compte actuellement plus de 750 000 musulmans, concentre plus de 50 % de cette population dans la seule localité de Juhapura. Plus de 400 000 habitants vivent entassés dans ce quartier, qui pâtit à la fois d'infrastructures publiques très insuffisantes et d'une forte stigmatisation. Ahmedabad est en effet devenue, en raison de violences interconfessionnelles, la ville la plus ségréguée de l'Inde, sur les onze villes examinées dans *Muslims in Indian Cities*[1]. Selon l'indice de ségrégation développé par Raphael Susewind[2], Ahmedabad est encore plus ghettoïsée que Mumbai. Paradoxalement, cette ghettoïsation sans précédent a favorisé certaines formes de développement et les habitants de Juhapura reproduisent des types de ségrégation fondés sur la classe et l'affiliation religieuse, deux facteurs de stigmatisation dont les premiers habitants du ghetto ont pourtant été les premières victimes.

---

1. Pour une histoire générale de la ségrégation spatiale à Ahmedabad et à Juhapura en particulier, voir C. Jaffrelot et C. Thomas, « Facing ghettoisation in riot-city : Old Ahmedabad and Juhapura between victimisation and self-help », dans L. Gayer et C. Jaffrelot (éd.), *Muslims in Indian Cities. Trajectories of Marginalisation*, New Delhi, Columbia University Press, 2008, p. 43-79 et C. Thomas, *Pogroms et ghetto. Les musulmans dans l'Inde contemporaine*, Paris, Karthala, 2018.

2. R. Susewind, « Muslims in Indian cities : Degrees of segregation and the elusive ghetto », *Environment and Planning*, vol. 49, n° 6, 2017, p. 1290.



© Bertrand Lefebvre.

Violence religieuse et ségrégation résidentielle à Ahmedabad

Juhapura a beaucoup changé à partir de la fin des années 1960, après que de fortes crues eurent détruit des bidonvilles situés sur les berges de la rivière Sabarmati. À la suite de cette catastrophe, l'État a cherché à reloger les victimes dans un quartier de Juhapura appelé Sankalit Nagar. Ce projet portant sur 2250 logements a été mené conjointement par l'*Ahmedabad Study Action Group*, l'*Ahmedabad Municipal Corporation* (AMC), Oxfam et la *Housing and Urban Development Corporation Limited*. Ces lotissements conçus pour les habitants des bidonvilles sont la preuve que Juhapura n'était pas à l'origine un ghetto, mais une localité mixte réunissant des musulmans pauvres et des hindous pauvres[3]. En dehors des musulmans, les premiers habitants de Sankalit Nagar étaient issus de castes hindoues inférieures comme les Thakores et les Dalits (les ex-intouchables). Les inondations, qui sont des catastrophes naturelles «séculaires», n'ont pas réussi à briser les liens interreligieux de la communauté. En fait, plusieurs «*housing societies*» (complexes d'habitation) de Juhapura portent encore l'héritage de sa mixité d'origine dans leurs noms, tels que Gandhi Smriti, Samir Vihar, Prachina et Sardar Smriti.

Le processus de ghettoïsation a commencé après les émeutes de 1969 entre hindous et musulmans, dont la particularité est d'avoir impliqué les couches populaires, notamment les ouvriers des usines de la ville[4]. Cette caractéristique était particulièrement prononcée dans les quartiers dalits dont les habitants, attirés par la rhétorique d'extrême-droite défendant l'unité hindoue contre l'ennemi musulman, ont commencé à s'en prendre à leurs voisins musulmans. Dans une ville comptant plus de 125 000 ouvriers, soit environ 7% de la population, ce phénomène a marqué le début de la destruction du tissu multiculturaliste d'Ahmedabad, la ville de Gandhi où le Mahatma avait laissé son empreinte en termes de tolérance religieuse.

---

3. R. David, «This Muslim ghetto once had Hindu neighbours», *Times of India*, 15 juin 2002, p. 6.

4. Sur les émeutes de 1969, voir H. Kureshi, *Agnipariksha. An Ordeal Remembered*, New Delhi, Orient Blackswan, 2018, traduit du livre original en gujarati par Rita Kothari.

La mixité socioreligieuse de Juhapura a continué de s'effacer ensuite au fil des émeutes : tandis que les hindous désertaient la zone, davantage de musulmans venaient s'y installer pour des raisons de sécurité. Ces derniers étaient en effet des cibles faciles dans les poches musulmanes d'Ahmedabad, de plus en plus touchées par les violences intercommunautaires. Les années 1980 ont été marquées par une vague d'émeutes particulièrement meurtrières. En 1980, lorsque le gouvernement du Gujarat – dirigé par le Congrès – annonça que les quotas des postes dans la fonction publique et à l'université réservés aux basses castes seraient relevés dans le cadre de la politique de discrimination positive, les castes supérieures se rallièrent au parti nationaliste hindou, le Bharatiya Janata Party (BJP – Parti du peuple indien). Dans un premier temps, les nationalistes hindous orchestrèrent en 1981 des violences de caste entre ceux qui s'étaient opposés à la politique des quotas et les Dalits. Dans un second temps, pour réunifier les hindous qui formaient la base de son électorat, le BJP cibla un bouc émissaire : le musulman, présenté comme volant les emplois des basses castes[5]. Au milieu des années 1980, les violences entre castes se transformèrent en un conflit entre hindous et musulmans[6] : les Dalits, qui avaient été attaqués par les castes supérieures en 1981, avaient désormais leur appui pour attaquer les musulmans[7]. C'est dans ce contexte que les hindous de caste inférieure ont quitté Juhapura et que des musulmans en quête de sécurité y ont afflué.

Des cas de violence interreligieuse sont réapparus au début des années 1990, au plus fort de la campagne organisée par la Vishwa Hindu Parishad (VHP – Association hindoue universelle) pour bâtir un temple à Ayodhya sur le site

5. Sur l'effondrement de l'industrie textile d'Ahmedabad, voir J. Breman, *The Making and Unmaking of an Industrial Working Class. Sliding Down the Labour Hierarchy in Ahmedabad, India*, New Delhi, Oxford University Press, 2004.

6. H. Spodek, « From Gandhi to violence : Ahmedabad's 1985 riots in historical perspective », *Modern Asian Studies*, vol. 23, n° 4, 1989, p. 765.

7. O. Shani, *Communalism, Caste and Hindu Nationalism*, New Delhi, Cambridge University Press, 2007, iii.

de la mosquée de Babur, la Babri Masjid[8]. Les émeutes qui ont suivi la destruction de la mosquée, en décembre 1992, ont été particulièrement meurtrières à Ahmedabad[9]. Les hindous ont continué à quitter Juhapura, et les musulmans à s'y réfugier[10]. Simultanément, le quartier commença à être stigmatisé, péjorativement qualifié de «mini-Pakistan». Un mur physique délimitant les frontières entre Juhapura et le quartier hindou de Vejalpur fut édifié – surnommé «frontière Wagah» (du nom du seul point de passage encore ouvert à la frontière indo-pakistanaise) ou parfois «mur de Berlin»[11].

Les violences de 2002 ont encore modifié la sociologie de Juhapura, transformant le bidonville en ghetto. Elles se sont produites en réaction à l'incendie, prétendument déclenché par un groupe de musulmans, d'un wagon de chemin de fer rempli de militants nationalistes hindous (les *kar sevaks*) qui revenaient d'Ayodhya. Plutôt que d'émeutes, on peut parler d'un véritable pogrom. Outre Ahmedabad et Vadodara, d'autres petites villes ainsi que des villages ont été touchés, notamment dans le centre et le nord du Gujarat. Les sources officielles font état d'un peu plus d'un millier de morts, pour la plupart des musulmans, tandis que d'autres estimations évoquent plus de deux mille victimes et accusent l'État de complicité. Plus de cent mille maisons, ainsi que des dizaines d'hôtels et de lieux de culte ont été endommagés ou détruits[12]. Les dégâts ont été si importants que la seule ville

8. V. Graff et J. Galonnier, *Hindu-Muslim Communal Riots in India II (1986-2011)*, Online Encyclopedia of Mass Violence, 2013, https://www.sciencespo.fr/mass-violence-war-massacre-resistance/en/document/hindu-muslim-communal-riots-india-ii-1986-2011 (consulté le 3 mai 2019).

9. *Ibid*.

10. R. David, *Times of India*, «This Muslim ghetto once had Hindu neighbours», 15 juin 2002, p. 6.

11. La première mention de cette «frontière» se trouve dans *Times of India*, «The great wall of Vejalpur», 16 février 1994. La première référence universitaire à ce mur physique se trouve dans J. Breman, «Ghettoization and communal politics: The dynamics of inclusion and exclusion in the Hindutva landscape», dans R. Guha et J. Perry (éd.), *Institutions and Inequalities. Essays in Honour of André Beteille*, New Delhi, Oxford University Press, 1999, p. 259-283.

12. Le rapport le plus complet sur le pogrom de 2002 est le

d'Ahmedabad a dû accueillir plus de cent mille réfugiés dans des camps de fortune [13].

Pour la première fois dans des villes comme Ahmedabad et Vadodara, les classes moyennes et supérieures musulmanes – médecins, avocats, hommes d'affaire, universitaires, juges, policiers – avaient été victimes des violences : ces musulmans relativement aisés et disposant d'un important capital social n'étaient plus en sécurité dans les quartiers mixtes. Un ancien député, Ehsan Jafri, a d'ailleurs été sauvagement assassiné dans sa résidence de Gulberg Society à Ahmedabad. Pour la première fois, les élites musulmanes de Paldi ont également été agressées. Dans ce contexte, des membres des élites musulmanes des quartiers interreligieux d'Ahmedabad ont à leur tour décidé d'émigrer à Juhapura et cet afflux de musulmans exerçant des professions prestigieuses a transformé ce qui était un bidonville en un ghetto – c'est-à-dire une entité définie par la cohabitation de personnes de la même origine ethnique mais de classes différentes, qui s'y retrouvent pour des raisons de sécurité ou du fait du rejet dont elles font l'objet dans les quartiers dominés par le groupe ethnique majoritaire [14].

Le développement via *la ghettoïsation ?*

Dans le cas de Juhapura, le processus de ghettoïsation a eu plusieurs effets paradoxaux. Notre travail de terrain montre que la migration de musulmans de la classe moyenne a doté le quartier d'une nouvelle élite en mesure de développer la localité, principalement grâce à ses ressources économiques et à ses initiatives de « *self-help* » (à savoir des actions menées sans l'appui de l'État), mais aussi parce que, grâce

---

rapport de Human Rights Watch « We have no orders to save you : State participation and complicity in communal violence in Gujarat », avril 2002, https://www.hrw.org/reports/2002/india/index.htm.

13. **Voir C. Jaffrelot**, *Religion, Caste and Politics in India*, New Delhi, Oxford University Press, 2011, chap. 17 ; H. Spodek, *Ahmedabad. Shock City of Twentieth Century India*, Bloomington, Indiana University Press, 2011, chap. 12.

14. **L. Wacquant, « What is a ghetto ? », dans N. J. Smelser et** P. B. Baltes (éd.), *International Encyclopedia of the Social and Behavioral Sciences*, Londres, Pergamon Press, 2004.

à son niveau d'éducation, elle était plus à même de négocier avec les pouvoirs publics, notamment après 2007, date à laquelle Juhapura a été inclus dans les frontières officielles de l'AMC, la municipalité d'Ahmedabad.

Face à l'indifférence des pouvoirs publics, les habitants de Juhapura ont d'abord été forcés de développer le ghetto eux-mêmes, en puisant dans leurs propres ressources. Cette situation a été grandement facilitée par l'arrivée de musulmans de la classe moyenne qui disposaient de ressources sociales, économiques et intellectuelles. Ces nouvelles couches de population se sont mobilisées pour aménager des routes, fonder des écoles et ouvrir des hôpitaux. En un sens, le développement de Juhapura a été le fruit d'initiatives privées.

Après s'être remises du traumatisme des massacres, ces élites se sont lancées au milieu des années 2000 dans de nouveaux projets de développement. Sous l'impulsion d'initiatives privées, plus de trente écoles primaires ont été créées à Juhapura, comme les écoles Crescent, F D, New Age, Shanti Niketan et la «Model school», mais leur capacité d'accueil limitée rend ces établissements privés accessibles surtout aux catégories sociales qui leur ont donné naissance. L'école Crescent, par exemple, ouverte en 2008, accueille un peu plus de 2000 élèves, de la classe I à la classe XII (du CP à la terminale), avec un personnel de 90 enseignants ; les frais de scolarité s'élevant à 1400 roupies par mois pour un enseignement en anglais et à 1200 roupies pour un cursus en gujarati, cet établissement s'adresse à une population aisée. Beaucoup d'hôpitaux mis en place par le secteur privé restent également fermés aux pauvres, mais certains leur sont tout de même accessibles.

Plus important encore, la migration des classes aisées à Juhapura a permis de faire davantage pression sur les pouvoirs publics pour qu'ils dotent le ghetto des services de base – routes, écoles, hôpitaux, éclairage public, etc. Des organisations – créées par des membres de la classe moyenne – telles que l'*Action for Juhapura Infrastructure Movement* (AJIM) et l'*Ahmedabad Task Force* (ATF), ainsi que l'ONG Zubeda Seva Ghar, ont ajouté leur poids à la participation civique et à la pression publique. D'autres projets, toujours lancés par la classe moyenne, ont indirectement bénéficié aux popula-

tions les plus défavorisées. Par exemple, Zubeda Seva Ghar a aidé les habitants de Juhapura à remplir et compléter toutes sortes de formulaires : inscriptions à l'école, carte d'électeur, carte de rationnement, carte « Maa Amrutam » de gratuité des soins, demandes de bourse, de passeport, etc. Tandis que l'ATF est actif sur la question de la suppression des constructions illégales, de la propreté et de l'éducation, l'AJIM et Zubeda Seva Ghar aident les habitants de Juhapura à s'inscrire sur les listes électorales. Gulmoin Khokhar, membre important de Zubeda Seva Ghar, affirme avoir aidé à remplir 1700 formulaires avant les élections de 2017 au Gujarat ; de son côté, l'AJIM dit avoir aidé plus de 1500 habitants, originaires pour la plupart de Fatehwadi, à s'inscrire sur les listes électorales de leur circonscription pour la seule année 2018.

Les associations et autres ONG créées par la classe moyenne émergente de Juhapura, issue de la migration des élites après 2002, font plus que jouer le rôle d'intermédiaires : elles agissent comme des groupes de pression. L'AJIM a ainsi exprimé ses griefs et ses préoccupations en recourant à un langage juridique et à des voies légales. En 2016, elle a saisi la Haute Cour du Gujarat, accusant la municipalité d'Ahmedabad (AMC) de ne pas avoir fourni les services de base adéquats – éclairage public, gestion de la circulation, infrastructure routière, suppression du bétail errant, etc. Face à l'inaction des pouvoirs publics, on vit alors le délégué syndical de l'AJIM, Dawood Kothariya, gérer en personne, avec d'autres volontaires, la circulation routière à Juhapura Cross Road pendant tout le mois de Ramzan, en attendant le résultat des recours juridiques[15]. En mars 2018, plusieurs militants sociaux affiliés à l'AJIM et à d'autres organisations rencontrèrent Gautam Shah, alors maire d'Ahmedabad, pour faire état des besoins des habitants de Juhapura.

Grâce aux pressions civiques et aux actions juridiques engagées, Juhapura a vu ses infrastructures publiques s'améliorer. Par exemple, à Vishala Circle et à Juhapura Cross Roads, plusieurs cabines de patrouille routière ont été installées et des agents veillent sur la circulation, tandis que la route située à proximité de la TP 85 est en cours d'élargissement des deux côtés, à la suite du jugement favorable

15. *Ibid*.

rendu par la Haute Cour du Gujarat[16]. Ces avancées font partie du projet global pour Juhapura de l'AJIM dont l'objectif est que toutes les parties du ghetto, d'ici quelques années, soient équipées des services de première nécessité. En partie grâce à ces pressions exercées par la base, un pont routier est aujourd'hui en construction à Anjali Cross Road, à l'intersection de Paldi et Vasna ; cette route, qui connaît de gros embouteillages aux heures de pointe, est la principale voie d'accès vers Juhapura. Certaines parties de Juhapura seront bientôt reliées au métro d'Ahmedabad en voie de réalisation : un dépôt a été aménagé dans la zone de Gyaspur et le marché agricole (APMC) sera desservi. Les retombées positives de la station de dépôt de Gyaspur sur les alentours sont d'ores et déjà sensibles en termes d'infrastructure routière, d'électricité et de canalisations. Par ailleurs, dans le secteur de Makarba, un programme d'aide au logement pour les populations les plus défavorisées est sur le point d'être mis en place, qui pourrait, dans une certaine mesure du moins, aider les musulmans pauvres à acquérir un logement homologué en empruntant à un taux réduit[17].

L'un des plus grands succès des mouvements associatifs lancés par la classe moyenne est l'inclusion de ce *no man's land* qu'était Juhapura dans les frontières officielles de la ville d'Ahmedabad, en 2006. Jusque-là, plusieurs zones de Juhapura relevaient de cinq *panchayats* (conseils) dépendant eux-mêmes de l'*Ahmedabad Urban Development Agency*, l'agence municipale du développement urbain, ce qui limitait l'essor des infrastructures publiques à des questions de défrichage des terres « non agricoles ».

L'inclusion de Juhapura dans l'AMC a permis plusieurs avancées. En 2010, lors de la réunion annuelle de la Commission d'aménagement du territoire, Syeda Saiyidain

16. Entretien avec Dawood Kothariya par les auteurs, 23 mars 2019.

17. Au début de l'année 2015, l'AMC a démoli sept constructions illégales à Fatehwadi, la localité la plus pauvre de Juhapura. Des protestations massives ont mis fin à ces destructions de bâtiments illégaux (la seule localité de Fatehwadi en compte plus de 125). « AMC razes 7 illegal buildings », *Indian Express*, 29 mars 2019, https://indianexpress.com/article/cities/ahmedabad/amc-razes-7-illegal-buildings/ (consulté le 17 mai 2019).

Hameed, l'une des membres de la Commission au Plan qui avait enquêté sur le pogrom de 2002[18], a dénoncé le manque d'infrastructures éducatives. Le vice-président de la Commission, Montek Singh Ahluwalia, a pour sa part rappelé que « selon les registres d'inscription, 4,7 % seulement des élèves des classes primaires et 4,8 % des élèves des classes primaires supérieures étaient musulmans », pour une « population musulmane qui au Gujarat s'élevait à 9,1 %[19] ». Narendra Modi, alors ministre en chef du Gujarat, manifesta son mécontentement de voir Sayeeda Hameed rejoindre les rangs des manifestants sur cette question des écoles à Juhapura. Un mois plus tard, Saurabh Patel, ministre d'État chargé de la planification au Gujarat, écrivait une lettre à Ahluwalia critiquant l'attention excessive portée à Juhapura par la Commission et accusant Hameed d'avoir « fabriqué un dossier monté de toutes pièces par des activistes[20] ». En dépit de ces polémiques, la première école municipale de Juhapura a été financée en 2013 par l'AMC[21]. Mais il a fallu attendre 2016 pour que soit construite une école secondaire pouvant accueillir 700 élèves – alors que la région compte au total sept écoles subventionnées[22]. Le

18. Elle a réuni des témoignages, recueillis par elle, de femmes qui en avaient été victimes dans *How Has the Gujarat Massacre Affected Minority Women? The Survivor Speaks*, Ahmedabad, Citizen's Initiative, 2002.

19. P. Siddhanta, « What was plan panel member doing in a Muslim protest, Modi asks Montek at noisy meeting », *Indian Express*, 21 mai 2010, https://indianexpress.com/article/news-archive/web/what-was-plan-panel-member-doing-in-a-muslim-protest-modi-asks-montek-at-noisy-meeting/ (consulté le 17 mai 2019).

20. « Saurabh contests plan panel member's remark on Muslims », *Times of India*, 12 juin 2010, https://timesofindia.indiatimes.com/city/ahmedabad/Saurabh-contests-plan-panel-members-remark-on-Muslims/articleshow/6039768.cms (consulté le 17 mai 2019).

21. R. Sharma, « Ahmedabad's Muslim ghetto finally gets a municipal school », *Indian Express*, 19 février 2013, http://archive.indianexpress.com/news/ahmedabad-s-muslim-ghetto-finally-gets-a-municipal-school/1076216/ (consulté le 17 mai 2019).

22. B. Yagnik, « Juhapura to get first government higher secondary school », *Times of India*, 3 octobre 2016, https://timesofindia.indiatimes.com/city/ahmedabad/Juhapura-to-get-first-government-higher-secondary-school/articleshow/54650044.cms (consulté le 17 mai 2019).

ghetto, en revanche, n'a toujours pas d'université publique. Et surtout, les pressions exercées par les ONG à l'initiative de la classe moyenne ne correspondent pas toujours aux besoins de la population.

En 2013, V. K. Tripathi, un professeur de l'Indian Institute of Technology de Delhi qui a réalisé une étude sur la question des écoles à Juhapura, estimait que le nombre d'enfants en âge d'être scolarisés est d'environ 6 000 chaque année ; or « 2800 enfants seulement sont admis en classe I, dont seulement 360 (13 %) dans quatre écoles primaires publiques. Ce qui est bien en-deçà de la moyenne nationale. Le ratio enseignant-élève dans les écoles publiques est très mauvais, inférieur à 1 pour 50. Les écoles non subventionnées (toutes les écoles au cursus gujarati, à l'exception de trois écoles qui ont aussi un cursus anglophone) accueillent environ 2400 élèves en classe de classe I[23]. » Concernant les infrastructures de santé, le premier hôpital a été inauguré par Anandiben Patel, alors ministre en chef du Gujarat en 2015. En dehors de cela, les soins de santé sont principalement pris en charge par des cliniques privées. Le peu de ressources publiques allouées aux infrastructures de santé et le coût de ces cliniques ont suscité la création d'hôpitaux caritatifs, comme ceux d'Iqra et d'Amena Khatun. Récemment, en mars 2019, la campagne *Hamari Awaaz* (Notre Voix) s'est traduite par l'ouverture d'un centre de soins gratuits pour les femmes à Juhapura. Un problème de qualité des soins reste toutefois posé, les habitants de Juhapura mettant souvent en doute les compétences des soignants, y compris dans les cliniques privées. La méfiance à l'égard des services d'urgence dans ces institutions les pousse à se rendre à l'hôpital V. S. de Paldi ou à l'hôpital Jivraj Mehta de Vasna – tous deux situés à trois ou quatre kilomètres au moins de Juhapura.

L'amélioration des infrastructures de Juhapura, fruit de « négociations » avec le gouvernement, n'a pas débarrassé Juhapura de son étiquette de « ghetto » ni de son surnom

23. La classe I correspond à notre cours préparatoire. Voir Z. Janmohammed, « Prof. V. K. Tripathi and the fight for schools in Juhapura », *Kafila*, 20 février 2013, https://kafila.online/2013/02/20/prof-vk-tripathi-and-the-fight-for-schools-in-juhapura-zahir-janmohamed/ (consulté le 14 mai 2019).

péjoratif de «mini-Pakistan». Une étude récente comparant Juhapura avec la zone voisine de Yogeshwar Nagar, bidonville à majorité hindoue, révèle que le ghetto musulman bénéficie de beaucoup moins de services municipaux malgré une population plus dynamique sur le plan économique et plus influente sur le plan social[24].

Mais Juhapura connaît un autre problème issu, lui, de clivages internes.

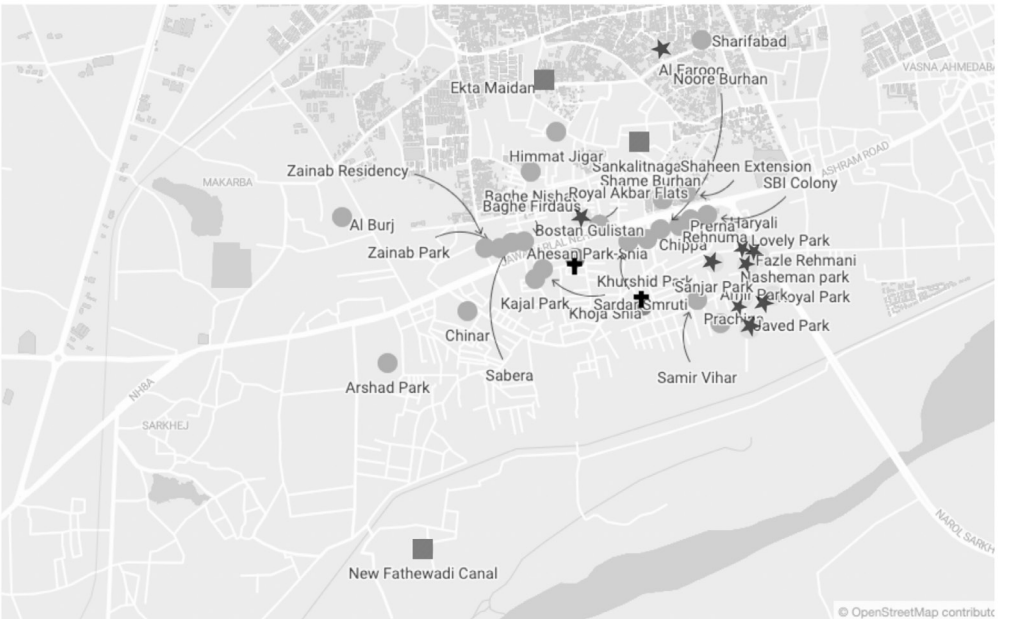
Le ghetto fragmenté : la montée des inégalités et du sectarisme

Si la migration des élites a contribué au développement du Juhapura par le biais d'initiatives privées et des pressions exercées sur les pouvoirs publics, un processus de différentiation socio-économique lié à la gentrification de certaines parties du ghetto a contribué à sa fragmentation. Cette différentiation se déduit des écarts de prix constatés. Les données collectées par Abida Desai montrent que si le *yard* carré se monnaye entre 50 000 et 60 000 roupies dans les zones les plus prisées (comme Samir Vihar ou Prachina), voire 70 000 roupies à Sardar Smruti, dans nombre de quartiers il ne coûte que 20 000 à 30 000 roupies, voire 10 000 à 15 000 dans les lieux les plus insalubres. Il est en soi significatif que ces aires déshéritées soient les moins nombreuses – une demi-douzaine –, alors que la catégorie intermédiaire (de 20 000 à 30 000 roupies) regroupe deux fois plus de quartiers et que la classe supérieure (au-dessus de 50 000 roupies) est la mieux représentée avec une quinzaine de localités ! L'inflation qui affecte le prix des terrains et des logements à Juhapura est liée à l'ampleur de la demande de la part d'une classe moyenne musulmane en quête de sécurité et d'espace, alors que l'expansion du ghetto est contenue à la fois par le mur le séparant du quartier hindou voisin et par la construction d'un vaste lotissement de logements de fonction pour les policiers de la ville et leur famille, initiative on ne peut plus symbolique, qui empêche Juhapura de s'étendre dans la seule direction où cela était encore possible.

24. N. Sahoo, «A tale of three cities : India's exclusionary urbanisation», *Observer Research Foundation*, n° 156, septembre 2016.

Carte de Juhapura (2019)

Emplacements des complexes d'habitations selon les classes et les appartenances communautaires dans le ghetto musulman



Habitat classes moyennes (15 000-30 000 roupies) *Classes aisées et privilégiées (30 000 roupies et plus)* *Zone majoritairement chiite* *Habitants à faibles revenus (moins de 15 000 roupies)*

Les chiffres indiquent la valeur exprimée en roupies par yard carré | © Abida Desai ~ Designed by Datawrapper

© Abida Desai.

Juhapura accueille aujourd'hui une population musulmane prospère, issue des classes moyennes et supérieures ; ceux qui n'en font pas partie migrent vers la périphérie du ghetto ou le quittent pour s'établir dans les bidonvilles voisins. Les frontières intérieures qui traversent certaines sous-localités de Juhapura révèlent ces clivages de classe : les élites et les classes moyennes supérieures résident dans des lotissements situés pour la plupart en bordure de la route nationale, dans certaines parties de Makarba, et de part et d'autre de la route principale TP 85 ; les classes moyennes inférieures et les couches populaires de Juhapura, elles, résident à Sankalit Nagar, Fatehwadi et Gyaspur, ainsi que dans certaines parties de Makarba.

La prospérité des élites locales ne se déduit pas seulement des prix de l'immobilier. Si Juhapura n'avait aucun supermarché, Nadeem Jafri, un chef d'entreprise local, a perçu et saisi l'opportunité : Hearty Mart, ouvert en 2004 près de Vishala Circle, est venu répondre aux besoins quotidiens d'une classe moyenne musulmane en pleine expansion ; fort de ce succès, Nadeem Jafri a ouvert un autre supermarché, toujours à Juhapura, à quelques kilomètres du premier. Et un hypermarché concurrent, Hi-Mart, s'est établi depuis à côté du second Hearty Mart. De même, dans le secteur de la restauration et de l'alimentation, des start-ups telles que Fishtry, Hop Meal, Hyderabadi Hut se sont installées à côté d'acteurs anciens comme Moti Bakery et Magic Chicken. L'enseigne locale Moti Mahal a ouvert une nouvelle succursale aux abords de Juhapura sur la route de Sarkhej-Gandhinagar. Petit à petit, des services de livraison de repas à domicile comme Zomato et Swiggy, qui ne couvraient pas Juhapura, ont commencé à s'y implanter. L'essor des salles de réception pour fêtes de mariages – le Kadri, le Lokhandwala et le Ghazala – au cours des cinq dernières années est encore un signe de la prospérité croissante d'une partie de la population et de l'arrivée d'habitants aisés.

Autre facteur de division, la quête identitaire des habitants de Juhapura ne s'est pas arrêtée avec leur arrivée dans le ghetto. Les chiites – très minoritaires au Gujarat – vivent dans des lotissements séparés, à la fois en raison des discriminations dont ils sont l'objet et de leur souci de se démarquer des autres musulmans. La communauté Cheliya – chiite

de tradition soufie principalement présente dans le secteur de la restauration – vit dans le quartier de Haidri Bagh, alors que les Khojah – une communauté de marchands fidèles de l'*Aga Khan* – sont regroupés à Karimi.

Les lieux les plus visiblement marqués par le sectarisme sont les mosquées. Par exemple, les musulmans d'obédience deobandie et du *Tabligh-e-Jamaat*, favorables à un Islam réformé fondé sur une approche fondamentaliste, se sont introduits dans Juhapura à partir des années 1990, élargissant leur réseau à chaque nouvelle émeute. Ils ont ouvert plus d'une centaine de mosquées et au moins deux grandes écoles coraniques avec des hébergements. La prière directe à Allah – par opposition à celle faite dans les lieux de culte comme les *dargahs* (tombeaux des saints soufis) – fait partie d'une stratégie destinée à affaiblir l'emprise sur les musulmans des familles aristocratiques soufies. En réaction, les musulmans soufis du Gujarat ont commencé à se rallier au BJP pour défendre et conserver leurs privilèges menacés au sein de la communauté musulmane.

*

La trajectoire de Juhapura, le plus grand ghetto musulman de l'Inde actuelle, est riche d'enseignements – et de surprises. Juhapura aura successivement été un lieu de relogement hindo-musulman pour victimes des inondations ; puis un bidonville musulman, lorsque l'indifférence de l'État et les émeutes intercommunautaires eurent poussé les hindous à partir et les musulmans pauvres à s'y regrouper ; un ghetto musulman, enfin, à la suite du pogrom de 2002 qui pour la première fois chassa de nombreux membres de la classe moyenne musulmane du centre d'Ahmedabad. Paradoxalement, sa ghettoïsation a favorisé le développement de Juhapura, les nouveaux venus, dotés d'un capital social plus grand que les habitants traditionnels, étant en mesure d'y créer des écoles ainsi que des cliniques, et de faire pression sur la municipalité pour qu'elle y investisse davantage. Cela n'a nullement donné lieu à un quelconque rattrapage, mais aidé les résidents à surmonter le stigmate dont ils souffraient jusque-là, d'autant plus que vivre à Juhapura est de plus en plus coûteux : ce dernier développement reflète une dif-

férentiation socio-économique croissante, liée à l'arrivée de musulmans de la classe moyenne en quête de sécurité mais aussi d'espace, la vieille ville d'Ahmedabad étant, elle, de plus en plus congestionnée. Il est possible que cette gentrification finisse par transformer le ghetto en une enclave, c'est-à-dire, pour reprendre les termes de Peter Marcuse, « une zone d'étendue restreinte dans laquelle des membres d'un groupe de population particulier, se définissant lui-même ethniquement, religieusement ou de toute autre manière, se rassemble pour promouvoir son développement économique, social, politique et/ou culturel[25] ». Une telle évolution est conditionnée par la possibilité ou non, pour les musulmans riches, de vivre ailleurs qu'à Juhapura : ils sont peu nombreux, aujourd'hui, à vouloir faire le test… Quoi qu'il en soit, un critère définissant l'enclave se vérifie déjà à Juhapura : la capacité à attirer la classe la plus prospère d'une communauté ethnique.

Christophe JAFFRELOT et Sharik LALIWALA

Traduit de l'anglais par Sophie Renaut.

25. P. Marcuse, « The enclave, the citadel and the ghetto : What has changed in the post-Fordist U. S. city », *Urban Affairs Review*, n° 33.2, 1997, p. 242.